Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized

THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP

MTPME
OBSERVATOIRE MAROCAIN DE LA TRÈS PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE

LIBÉRER LE POTENTIEL DU SECTEUR PRIVÉ MAROCAIN

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Une analyse de la dynamique des entreprises et de la productivité

Nicolo Dalvit, Javier Díaz-Cassou,
Amal Idrissi and Hind Kadiri

stock market

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Contexte et Objectifs

Un secteur privé plus dynamique et une productivité accrue sont essentiels pour que le Maroc puisse réaliser ses ambitions de développement. Avant la pandémie de COVID-19, le pays avait connu deux décennies de croissance économique, qui se sont traduites par des avancées socioéconomiques notables. Cependant, depuis les années 2000, la croissance a décéléré en partie en raison d'une faible croissance de la productivité. En conséquence, le marché du travail n'a pas suffisamment créé d'emplois pour une main-d'œuvre en expansion, ce qui a entraîné une baisse des taux d'activité.

Le Nouveau Modèle de Développement (NMD) de 2021 a identifié des solutions pour relever ces défis et propulser le Maroc vers des objectifs plus ambitieux, parmi lesquels le doublement du revenu par habitant et l'augmentation significative de la proportion d'emplois formels à l'horizon 2035. Le NMD souligne qu'un secteur privé plus dynamique a un rôle central à jouer dans la réalisation de ces objectifs.

Le Maroc a mis en œuvre un large éventail d'interventions pour soutenir une croissance et une création d'emplois tirées par le secteur privé. Les réformes ont cherché à améliorer l'environnement des affaires, en simplifiant la création d'entreprises, l'obtention d'autorisations, la numérisation des procédures commerciales et administratives ainsi que l'accès au financement. Ces politiques ont eu des résultats importants, en permettant d'accroitre la création de nouvelles entreprises et en favorisant leur formalisation. Cependant, la structure du secteur privé marocain reste dominée par les micros et petites entreprises, une faible part de grandes entreprises, et un secteur informel qui reste large. En raison d'un manque (jusqu'à récemment) de micro-données disponibles, la dynamique sous-jacente au niveau des entreprises, ainsi que leur productivité et leur performance, restent insuffisamment comprises. Une meilleure compréhension de la dynamique des entreprises est essentielle pour éclairer la conception de politiques publiques visant à accélérer la croissance économique et la création d'emplois au Maroc.

Ce rapport exploite l'ensemble des données compilé par l'Observatoire de la Très Petite, Petite et Moyenne Entreprise (OMTPME), institution créée par la Banque Centrale et ses partenaires, et opérationnel depuis 2016. L'OMTPME collecte et traite les données provenant des principales sources administratives publiques, sur la base des identifiants et des déclarations périodiques des entreprises : la Direction Générale des Impôts (DGI), la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), la Banque Centrale (BKAM), le Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC), l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC) et l'Agence

Nationale pour la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (Maroc PME). L'ensemble de données de l'OMTPME couvre un panel d'environ 370 000 entreprises enregistrées, avec des données allant de 2012 à 2022. Ce rapport est le résultat de la première collaboration entre la Banque Mondiale et l'OMTPME. L'analyse se concentre sur la période 2016 à 2019, précédant la pandémie du COVID-19 et des politiques mises en œuvre pour les confronter, qui ont pu produire des effets difficiles à interpréter sur 2020-2022.

Principales conclusions

La densité des entreprises au Maroc a considérablement augmenté ces dernières années, en raison d'un taux d'entrée élevé et du dynamisme de la création d'entreprises, combinés à un taux de sortie *de jure* exceptionnellement bas. Bien qu'encore loin des économies avancées, l'évolution récente de la densité d'entreprises formelles se compare favorablement avec celle de la plupart des pairs aspirationnels considérés. Le taux de survie après 5 ans est estimé à 53 %, et le taux de sortie officiel par radiation est de 1.2 % seulement. Toutefois, le taux de sortie *de facto*, qui comptabilise les entreprises inactives pendant au moins deux ans, sans pour autant être dissoutes, est exceptionnellement élevé, à 7,3 %. Cela suggère que les entrepreneurs marocains ne sont pas confrontés à des contraintes excessives pour créer une nouvelle entreprise sur le plan administratif, mais qu'ils hésitent à les fermer formellement, choisissant plutôt de laisser les entreprises dormantes. Cela pourrait être dû en partie à des procédures de faillite et de liquidation inefficaces et coûteuses.

La plupart des entreprises formelles marocaines sont de petite taille et se développent lentement avec l'âge. Les entreprises de 10 salariés ou moins contribuent à près de 86% de l'emploi au Maroc, contre 35 % en moyenne dans les pays de l'Organisation de Coopération et De développement Economique (OCDE). Même si les entreprises grandissent avec l'âge, la taille moyenne des entreprises qui sont en activité depuis moins de 10 ans est inférieure à 10 employés, et la taille moyenne des entreprises matures qui sont en activité depuis plus de 10 ans n'est que de 26 employés. La taille moyenne des entreprises a eu tendance à diminuer, ce qui pourrait s'expliquer en partie par la formalisation accrue des micro-entreprises, résultant du déploiement des politiques publiques pour faciliter les procédures de création d´entreprise et améliorer l'environnement des affaires.

La densité des entreprises à forte croissance (EFC) est très faible au Maroc, ce qui contribue à l'insuffisante création d'emplois, et à la faible émergence de nouvelles grandes entreprises. Par conséquent, les entreprises matures et de grande taille sont rarement concurrencées par des nouveaux entrants. A l'international, une densité importante des EFC est généralement indicative d'un secteur privé dynamique et innovant. En outre, des études récentes montrent que la création nette d'emplois dans les économies est principalement due au dynamisme des EFC, parfois appelées « gazelles » (Goswani, Medvedev et Olafsen, 2019).

Les performances du secteur privé formel en matière de productivité sont modestes. Les données au niveau des entreprises utilisées dans le présent rapport suggèrent que la productivité du travail dans le secteur des entreprises marocaines a été inférieure à celle de l'ensemble de l'économie. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que les autorités ont réussi à formaliser progressivement des entreprises qui opéraient auparavant dans le secteur informel. Bien que la formalisation soit un développement positif, ces entreprises nouvellement formalisées peuvent avoir des niveaux de productivité inférieurs à ceux des entreprises formelles existantes. Par conséquent, leur transition vers le statut formel pourrait initialement réduire la productivité moyenne du secteur formel. Toutefois, cette tendance suggère également que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour soutenir les gains de productivité du secteur privé marocain dans le cadre de la stratégie de croissance économique du pays.

Entre 2016 et 2019, le secteur privé formel non agricole du Maroc est devenu progressivement plus orienté vers les services. Cette tendance a accru la productivité du travail. L'emploi formel dans le secteur privé non agricole s'est progressivement réorienté vers le commerce de détail, l'éducation et d'autres services. S'il est vrai qu'une évaluation complète de la contribution de la transformation structurelle dans le secteur non agricole formel nécessiterait une analyse de plus long terme, ces résultats suggèrent que la réallocation sectorielle de l'emploi a eu une contribution positive à

la croissance de la productivité du secteur non agricole formel.

La main-d'œuvre a eu tendance à se tourner vers des entreprises moins productives dans les années qui ont précédé la pandémie de COVID-19,[1] signe d'une allocation inefficiente des facteurs au niveau des entreprises. Entre 2016 et 2019, la productivité moyenne des entreprises formelles marocaines a augmenté. Cependant, l'impact positif de cette amélioration sur l'efficacité productive du tissu des entreprises du pays a été partiellement réduit par le fait que les entreprises moins productives se sont développées plus rapidement (en termes d'emplois) que les entreprises plus productives, ce qui soulève des questions sur l'efficience allocative. Cela suggère que les marchés marocains ne permettent pas aux entreprises plus productives d'accéder aux facteurs de production de manière efficiente, ce qui pourrait être dû à des lacunes de l'environnement concurrentiel du pays.

L'allocation des facteurs semble être plus inefficiente dans l'industrie que dans les services. Les données au niveau des entreprises montrent que la productivité du travail a diminué dans le secteur industriel, sous l'effet d'une baisse de l'efficience allocative, conjuguée à un niveau insuffisant de modernisation qui pourrait s'expliquer en partie par une baisse de la qualité moyenne du capital physique investi ou par un faible niveau d'innovation et une adoption insuffisante des nouvelles technologies. En revanche, dans le secteur des services, la réallocation de la main-d'œuvre vers des entreprises plus productives a eu une contribution modeste mais positive à la croissance de la productivité du travail.

La dynamique du cycle de vie des entreprises marocaines met en évidence la présence de distorsions dans les marchés. Les entreprises marocaines plus anciennes sont en moyenne plus grandes même si leur productivité est inférieure à celle des entreprises plus jeunes. Dans le même sens, les grandes entreprises sont moins productives que leurs homologues de taille moyenne. De même, certaines données indiquent que les entreprises les plus productives sont trop petites par rapport à leur taille optimale. Il s'agit d'un autre signe d'inefficiences allocatives, qui sont susceptibles de limiter le potentiel de développement du secteur des entreprises formelles marocaines et les perspectives de croissance de l'économie.

Malgré la taille comparativement grande du marché du financier marocain, le manque d'accès au crédit de nombreuses entreprises pourrait contribuer au problème d'efficacité allocative. Le crédit est concentré sur les grandes entreprises et les plus anciennes, pénalisant les nouveaux entrants et les concurrents potentiels sur le marché.

Incidences sur les politiques et Prochaines étapes

À long terme, la productivité est le principal déterminant du niveau de revenu des pays. La mise en œuvre de politiques et de réglementations favorisant la productivité devrait donc être prioritaire pour favoriser la croissance économique et la création d'emplois. Le présent rapport met en évidence plusieurs domaines importants dans lesquels des interventions potentielles pourraient aider à atteindre les objectifs de croissance du pays :

- Créer les conditions permettant à toutes les entreprises de se développer et aux plus productives de prospérer. Les entreprises marocaines productives, dont la plupart sont des petites et moyennes entreprises (TPME), ont du mal à se développer à leur plein potentiel et à concurrencer les entreprises en place. Cette tendance constitue une dissuasion à l'investissement dans l'innovation et l'amélioration de la compétitivité, ce qui pourrait freiner la croissance au niveau macroéconomique. Les politiques devraient viser à garantir que les entreprises plus productives, y compris plus petites et plus jeunes, aient accès aux ressources nécessaires pour accroître leur production. Elles devraient également garantir que la productivité des entreprises soit valorisée par un environnement concurrentiel sain.
- Évaluer les incitations indirectes qui poussent les entreprises à rester petites. L'expérience

[1] La dynamique des entreprises à la suite de la pandémie a été fortement influencée par les chocs exogènes en jeu depuis 2020, ce qui appelle à la prudence dans l'interprétation de certaines des tendances changeantes observées depuis lors. C'est pourquoi une grande partie de l'analyse présentée dans ce rapport porte sur la période 2016-2019.

internationale montre que les mesures fondées sur la taille des entreprises peuvent inciter les entreprises à rester petites ou à maintenir une partie de leur activité dans l'informel. Un examen des incitations basées sur la taille et de leurs impacts pourrait éclairer ces effets au Maroc, notamment en ce qui concerne les régimes fiscaux ou les politiques actives de l'emploi et d'appui aux entreprises.

- Faciliter la sortie des entreprises inactives. Trop d'entreprises cessent leurs activités sans fermer formellement. Les politiques publiques doivent donc veiller à ce que le taux élevé d'inactivité des entreprises ne crée pas d'inefficacités dans l'environnement économique en assurant l'efficacité des procédures de faillite et que les procédures juridiques et administratives de fermeture des entreprises n'imposent pas une charge excessive pour les entrepreneurs.
- Depuis les années 2000, le Maroc s'est tourné vers un développement tiré par l'industrie manufacturière, avec l'émergence de secteurs tels que l'industrie automobile et l'aéronautique. Les données montrent que la croissance de la productivité globale est tirée surtout par le secteur des services et que les entreprises de services les plus productives se développent plus rapidement que les entreprises moins productives, ce qui pourrait indiquer que ce secteur présente moins de distorsions du marché et plus d'efficacité allocative. Parallèlement aux politiques industrielles, le Maroc pourrait mettre davantage à profit le développement du secteur des services pour stimuler la croissance de la productivité et la création d'emplois, en tirant parti de la technologie et de la connectivité.

Des analyses supplémentaires devront être effectuées pour informer les politiques publiques. La base de données de l'OMTPME constitue un outil inestimable pour répondre aux questions clés concernant les politiques à mettre en œuvre pour surmonter les obstacles identifiés. Au cours de la deuxième phase de leur collaboration analytique, la Banque Mondiale et l'équipe de l'OMTPME prévoient d'aborder les questions de recherche suivantes, en tirant parti de l'expansion continue des données mises à la disposition de l'OMTPME par les départements administratifs partenaires :

- Analyser les distorsions du marché qui sont susceptibles d'avoir réduit l'efficience allocative, profitant aux entreprises plus anciennes et plus grandes au détriment des nouvelles entreprises plus productives. Il peut s'agir des lacunes du cadre de concurrence, des obstacles à l'entrée et à la sortie des entreprises, et d'un accès limité aux intrants clés. Une analyse sectorielle plus granulaire combinée à un examen systématique de la réglementation des marchés de produits pourrait aider à éclairer ces distorsions.
- Évaluer si la structure de l'impôt sur les sociétés, les incitations fiscales et les autres programmes d'aide publique aux entreprises ont contribué positivement à la productivité et à la dynamique des entreprises marocaines. La présente analyse tentera de déterminer si les mesures existantes basées sur la taille des entreprises qui incitent les entreprises à rester petites, et si les incitations ciblant les grandes entreprises favorisent les entreprises existantes au détriment du renouvellement du tissu économique avec de nouveaux entrants plus productifs.
- Mieux comprendre les caractéristiques des entreprises qui parviennent à se développer, y compris la taille, le secteur d'activité, la dynamique du marché et d'autres. En mettant en évidence les caractéristiques communes et les caractéristiques uniques qui contribuent à une croissance soutenue des entreprises, cette analyse fournira aux décideurs politiques des idées qui pourraient revitaliser un segment essentiel du tissu productif.
- Collecter des informations plus détaillées sur le type et la qualité du capital physique utilisé par les entreprises marocaines, afin de comprendre pourquoi l'augmentation du capital physique par travailleur occupé ne s'est pas traduite par une croissance plus robuste de la productivité. Il pourrait s'agir d'une analyse comparative de la productivité des entreprises ayant des capitaux nationaux ou étrangers.
- Examiner les facteurs qui expliquent l'accès asymétrique au financement pour les entreprises marocaines.

THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP